

kuna rapportés par l'auteur, ceux-ci reconnaissent eux-mêmes que c'est en raison de ce savoir qu'ils ont pu, ou peuvent encore, exercer une certaine autorité sur ceux qui ne l'ont pas, ou sur les autres groupes de filiation précédemment mentionnés qui (depuis les expéditions de Keyako jusqu'à Tefé pour se procurer des marchandises auprès des Blancs) furent les "servants" privilégiés des Kamejeja.

En se basant sur les travaux des archéologues, anthropologues, linguistes et historiens de l'Amazonie, l'auteur "essaie de reconstruire le passé yukuna" (28). Il reprend certaines théories de Gerardo Reichel-Dolmatoff en puisant comme lui dans la littérature orale indigène pour admettre, d'une part, que les sociétés de langue maipuran arawakienne (à laquelle appartiennent les Yukuna) auraient eu autrefois une "organisation sociale matrilocale et probablement matrilineaire" (37) et, d'autre part, que les mythes et rites du Yurupari "reflètent un changement de domination dans les relations entre les Arawakiens matrilineaires et les Tukanoïens patrilineaires" (201).

Deux récits apparaissent particulièrement importants à l'auteur pour montrer que les femmes avaient un pouvoir bien supérieur à celui qu'elles ont aujourd'hui : 1) le mythe de Kanumá, le "premier homme", qui non seulement aurait bénéficié de l'horticulture grâce à une femme, mais aurait volé les flûtes sacrées du Yurupari à une société composée uniquement de femmes appelées Namatúna (version yukuna du "Mythe des Amazones") ; et 2) l'histoire de Periyó, le premier ancêtre des Kamejeja, qui aurait envoyé un groupe de femmes dirigées par son épouse chez chacun de ses puînés, pour vérifier leur aptitude à organiser de grandes fêtes abondantes en boisson et en nourriture.

En admettant cette matrilocalité arawakienne, l'auteur considère qu'elle aurait "avorté" (*aborted*) car elle ne pouvait pas être une "solution optimale pour défendre des sociétés à petites malocas contre des voisins hostiles" (202). La société yukuna aurait alors emprunté non seulement la patrilocalité et la patrilinearité à ses ennemis et affins tukanoïens, mais encore leur rite de Yurupari pour reproduire ce nouveau modèle d'organisation sociale, car lorsque l'autosubsistance est fondée sur une horticulture à main d'œuvre principalement féminine, les relations patriarcales ne peuvent pas "être particulièrement fortes" (202).

Plusieurs stratégies auraient été importantes pour la survie des Indiens de langue yukuna face aux autres groupes ethno-linguistiques. Tout d'abord, et à la différence des Tukanoïens à stricte exogamie linguistique, les mères kamejeja transmettent leur langue à leurs enfants au détriment de celle de leur mari, et les Kamejeja entretiennent des alliances privilégiées avec les groupes de filiation qui ont fini par parler leur langue.

Ensuite, les Kamejeja auraient toujours été des "gardiens" (*custodians*) de leur origine mythique et généalogique qu'ils transmettent également aux autres groupes de filiation de même langue pour l'enseigner à leur tour, en échange de leur filles et de leurs sœurs, de l'initiation au Yurupari ou de leur autorisation à bâtir des malocas.

L'auteur affirme alors qu'il existe une certaine flexibilité dans la transmission de l'héritage traditionnel, en

considérant que celui-ci ne repose pas uniquement sur un système de parenté à filiation patrilineaire, mais sur une "société à maison" au sens de Lévi-Strauss (198).

A noter que l'auteur a principalement recueilli ses récits recueillis auprès des Piochina, le troisième rang ou sous-clan (*sub-sib*) kamejeja. Comparés aux autres récits recueillis par d'autres auteurs auprès des autres *sub-sib* kamejeja, les variations sont souvent importantes comme J. Schackt le reconnaît lui-même.

Si l'on peut d'un côté se réjouir que le livre ait été écrit en anglais pour être mieux diffusé au niveau international, plusieurs problèmes subsisteront néanmoins pour ceux qui voudraient exploiter les récits et autres informations de terrain fournies par l'auteur.

Tout d'abord, les récits sont malheureusement assez pauvres, car ils ne sont que des traductions de l'espagnol à l'anglais, ne comportant quasiment pas de transcriptions des mots yukuna, mais uniquement des termes espagnols vernaculaires. Alors même que l'auteur reprend à son compte les critiques de Lévi-Strauss pour leur manque de contexte ethnographique (22), il ne nous donne pas beaucoup d'informations sur les situations dans lesquelles chacun de ces récits sont racontés, ou lui ont été racontés.

Enfin, l'auteur a fait le choix de garder l'anonymat des narrateurs "pour éviter tout usage du texte à des fins politiques ou non scientifiques" (11). Ce choix se défend, mais il "protège" chaque narrateur, en lui garantissant de ne jamais être inquiété quoi qu'il raconte à l'ethnologue, et quelle que soit la crédibilité de son prétendu "savoir" vis-à-vis des élites traditionnelles de sa société. Ce qui expliquerait la singularité des variantes recueillies. Ce choix amoindrit grandement l'intérêt scientifique des récits, en écartant toute possibilité de retracer le cadre et l'origine de telle ou telle version. Chaque récit est coupé du contexte qui l'a produit, ajouté à d'autres récits sans titre et sans narrateur.

Après un terrain réalisé en 1984–85, on regrettera également que l'auteur ait attendu presque 30 ans pour publier ce livre sur les "Yukuna contemporains" (10) sans être retourné les voir. Depuis la fin des années quatre-vingt, date où commence l'exploitation de l'or à La Libertad et Taraira, bon nombre de Yukuna ont quitté le moyen Mirití-Paraná pour vivre à proximité des villes comme La Pedrera où Leticia. Quant aux "gardiens de la tradition orale", notamment ceux mentionnés dans la préface, la plupart sont malheureusement décédés, et rares sont les Yukuna qui les remplacent au sein d'une maloca. Aujourd'hui, le problème n'est plus que "n'importe qui puisse construire sa propre maloca" (211), mais qu'on en construise de moins en moins ...

Laurent Fontaine

Schwarz, Nick (ed.): The Politics of Give and Take. The 2012 Papua New Guinea National Election. Goroka: Melanesian Institute, 2013. 221 pp. ISBN: 987-9980-65-018-4. (Point Series, 37) Price: \$ 20.00

Der vorliegende Sammelband des ökumenischen Melanesian Institute in Goroka, Papua-Neuguinea (PNG), thematisiert die Mitte des Jahres 2012 abgehaltenen ach-

ten nationalen Parlamentswahlen des Landes seit der Unabhängigkeit 1975. Er basiert auf der Wahlbeobachtung von fünf der insgesamt 111 Wahlkreise (89 Distrikt- und 22 Provinzwahlkreise) in den Provinzen West Sepik, Enga, Eastern Highlands, Morobe und Bougainville. Die Autoren sind Franco Zocca, Stanley Mark, Jack Urame, Nick Schwarz und Seta Menu. Neben dem Institut waren an weiteren nationalen und internationalen Wahlbeobachtergruppen Transparency International PNG, die University of PNG, die Commonwealth Observer Group, die University of Hawai'i, die australische Botschaft und das National Research Institute aktiv, das mit der Australian National University in Canberra kooperiert.

Die Einführung zu Beginn des Bandes gibt einen umfassenden Überblick der Ausgangsbedingungen, des Ablaufs der Wahlen und der Ergebnisse, die Anfang August in der Wiederwahl von Premierminister Peter O'Neill in einer von ihm geführten Parteienkoalition mündeten. Der Verfassungskonflikt um die beanspruchte Suprematie des Parlaments gegenüber dem Supreme Court von August 2011 bis zur Wahl konnte damit beigelegt werden. In diesem Machtkampf standen sich zwei Regierungen parallel gegenüber, die beide Anspruch auf Legitimität erhoben. Eine Konsequenz war die Diskreditierung der staatlichen Gewaltenteilung (Judikative) zu Gunsten der Legislative. Im Unterschied zu vergangenen Legislaturperioden wurden drei Frauen ins Parlament gewählt. Dies kann als Ergebnis der jahrelangen, letztlich gescheiterten Bemühungen angesehen werden, für die in der Politik benachteiligten Frauen Parlamentssitze ohne Wahl zu reservieren. Auch wurde in der autonomen Region Bougainville erstmals wieder in Gebieten gewählt, die noch immer von Rebellengruppen aus dem früheren Bürgerkrieg kontrolliert werden.

Die Wahlen verliefen weit schlechter als die vorangegangenen des Jahres 2007, auch wenn weniger Tote als damals zu verzeichnen waren. Im Zentrum der Kritik steht das durch "ghost names" künstlich aufgeblähte Wahlregister. Obwohl der nationale Zensus von 2011 nur 3,7 Millionen Wahlberechtigte aufwies, waren in dem Verzeichnis 4,8 Millionen Wähler aufgeführt, ein Unterschied von 27,6 % (oder über einer Million). Die Diskrepanz ist aber noch größer, da einem beträchtlichen Teil der Abstimmungsberechtigten die Wahlteilnahme verweigert wurde, weil sie nicht im Register verzeichnet waren. Verliefen die Stimmabgaben in Küsten- und Inselprovinzen trotz Unregelmäßigkeiten noch einigermaßen korrekt, kann dies für das bevölkerungsreiche Hochland kaum behauptet werden. Statt einer regelkonformen Wahl waren systematische Fälschungen vorherrschend. Zu nennen sind Einschüchterungen, Drohungen, die Mehrfachwahl, die Stimmabgabe Minderjähriger, die oktroyierte Hilfe bei Analphabeten, die Blockwahl ganzer Clans und "line-up"-Praktiken. Bei letzteren beiden werden entweder alle Wahlzettel von Vertretern ethnischer Gruppen ausgefüllt oder alle stellen sich in eine Reihe. Gewählt wird dann ohne Rücksicht auf das Wahlregister, bis alle vorhandenen Stimmzettel ausgeschöpft sind. Eine Korrektur bzw. Sanktionierung dieser Praktiken durch anwesende Sicherheitskräfte fand selten statt.

Wichtigste Charakteristika des Urnengangs waren allerdings die Kommerzialisierung und klientele Korruption des Wahlprozesses. Nach Caritas PNG waren es die teuersten Wahlen in der Geschichte des Landes. Viele Millionen Kina wurden von den Kandidaten in den Kauf von Stimmen investiert. Allein der damalige Vize-Premierminister und heutige Oppositionsführer Belden Namah, der aus einer vernachlässigten Region des Landes stammt, gab an, 30 Millionen Kina (11,4 Mio. Euro) für Kampagnen seiner PNG Party aufzuwenden. Wähler "see campaigns as *time bilong kaikai* ["Essenszeit" in melanesischem Pidgin], a time of receiving money, food, drink and entertainment from candidates and their supporters" (60). Da zumeist nur Geschäftsleute und (ehemalige) Parlamentarier neben Macht und Einfluss in ihren Gemeinschaften über ausreichende finanzielle Mittel verfügen, die kriminelle Bereicherung der Abgeordneten ist gerade das treibende Motiv vieler Bewerber, wird klar, dass Kandidaten ohne Vermögen kaum Hoffnung haben, eine Wahl jemals zu gewinnen. Der vielfach rechtswidrige Verlauf der Wahlen spiegelt sich in einem Rekord an Wahlklagen wider. Gegen 83 der 111 gewählten Parlamentarier wurde gerichtlich wegen Betrugs oder Bestechung vorgegangen. Gerade einmal 28 Abgeordnete blieben davon verschont, darunter der Premierminister, der mit der seltenen absoluten Mehrheit wiedergewählt wurde. Die skizzierten Vorgänge stellen die Legitimität des gesamten Wahlprozesses massiv in Zweifel, was auch der verantwortlichen unabhängigen Wahlkommission anzulasten ist. Generell kann von konsolidierten demokratischen Strukturen und Prozeduren kaum die Rede sein. Die Gewählten repräsentieren nur eine Minorität der Wählerbasis. Zudem bleibt festzuhalten, das "[t]ribalism still remains a substantial obstacle to regional and national unity" (99).

Im letzten Teil des Buches skizziert Philip Gibbs die Ergebnisse einer Evaluierung der Wahl im Hochland durch die Katholische Kirche PNGs. Diese gelangt zu dem wenig überraschenden Ergebnis, dass "the 2012 National Election in the Highlands was generally not free or fair" (207). Der Audit sieht eine weitverbreitete Unzufriedenheit mit dem gesamten Wahlprozess, die keineswegs der Durchsetzung demokratischer Prinzipien dienlich ist. Mehr noch kollidieren die auf Stammesstrukturen und Persönlichkeiten ("big-men") basierenden gesellschaftlichen Prämissen mit westlichen kulturellen Werten wie der geheimen Wahl, was vor allem Frauen als große Verlierer ausweist. Angesichts der Wahlversprechen zahlreicher Kandidaten, den Kirchen künftig finanziell mit einem Zehntel ihrer staatlichen Zuwendungen unter die Arme zu greifen, wird die notwendige Beibehaltung der Trennung von Kirche und Staat betont. Generell erforderlich sind viel mehr Kampagnen der Wahlkommission zur Aufklärung und Bewusstseinsbildung, die die ländliche Bevölkerung ermächtigen, eine selbstständige Entscheidung zu treffen und damit auch Verantwortung für das eigene Handeln zu übernehmen.

Diese Rezension soll auch Anlass sein, P. Franco Zocca, SVD zu würdigen, der als Mitarbeiter des Instituts absehbar in den Ruhestand gehen wird. In dem vorliegenden Band hat er nicht nur einen eigenen Beitrag, sondern

auch die Einführung verfasst. Der 1943 im italienischen Verona geborene Priester und promovierte Soziologe hat die Forschungen und Publikationen des Melanesian Institute im Zeitraum von 1994 bis heute wesentlich geprägt; dies nicht nur in theologischer, sondern gerade auch in sozialwissenschaftlicher Perspektive. Er steht damit in einer Reihe mit P. Hermann Janssen, MSC und später P. Ennio Mantovani, SVD unter anderen, die das Institut seit seiner Gründung im Jahr 1970 über viele Jahre gestaltet haben.

Roland Seib

Sebald, Peter: Die deutsche Kolonie Togo 1884–1914. Auswirkungen einer Fremdherrschaft. Berlin: Christoph Links Verlag, 2013. 208 pp. ISBN 978-3-86153-693-2. Preis: € 29,90

Peter Sebald ist als Afrika-Historiker und Kolonial-experte seit vielen Jahren international bekannt und anerkannt. Nur wenige Fachleute haben, so wie er, eine lange Periode ihres Schaffens einem einzigen Land gewidmet. Das große Thema von Peter Sebald ist die ehemalige Kolonie Togo während der 30 Jahre von 1884 bis 1914, während der sie von Deutschland unterworfen und danach zur Musterkolonie stilisiert wurde. Durch die Spezialisierung auf das Land und die Epoche ist ein Lebenswerk entstanden, das die verschiedenen Facetten der Kolonie in einer Eindringlichkeit beleuchtet, die für kaum eine andere Kolonie auf dem afrikanischen Kontinent jemals so ausgeführt wurde.

Zu den frühen Werken Sebalds gehört die im Jahr 1988 im Berliner Akademie-Verlag erschienene Studie "Togo 1884–1914". Dieses monumentale Werk lässt kein Detail aus und gilt seit seinem Erscheinen als ein Standardwerk zur Erschließung der togoischen Kolonialgeschichte. In geringer Auflage gedruckt und nach dem Untergang der DDR 1989 nicht mehr käuflich zu erwerben, war es schwer zugänglich und fast nur in den großen Universitätsbibliotheken zu greifen. Auch der schiere Umfang von knapp 800 Seiten führte zu einer Nutzung eher nur durch Fachleute und als Nachschlagewerk. Obgleich nicht nur der Detailreichtum, sondern auch umfassende Recherche – einschließlich zeitgenössischer Presse-notizen aus der benachbarten Kolonie Gold Coast – dieses Werk zu einer unumstrittene Autorität haben werden lassen, war jedoch schon bald nach der Veröffentlichung nicht mehr zu erwarten, dass damit ein größerer Kreis an interessierten Personen angesprochen werden konnte. Sebald war sich dieses Dilemmas bewusst. Einerseits repräsentiert sein Hauptwerk den Stand des Wissens zur Kolonie, andererseits ist es ihm damit nicht möglich, zum Beispiel Studierende in Deutschland oder in Afrika oder auch die außer-universitäre Öffentlichkeit anzusprechen.

Genau diese Lücke ist durch die aktuelle Publikation mit dem Titel "Die deutsche Kolonie Togo 1884–1914. Auswirkungen einer Fremdherrschaft" geschlossen worden. Dieser mit ca. 200 Seiten deutlich schmalere Band ist durchaus nicht als eine Zusammenfassung des Werkes von 1988 zu verstehen. Deutlich sind die Ergebnisse der fortwährenden aktiven Beschäftigung mit dem Thema und der regelmäßigen Forschungsaufenthalte in Togo zu

erkennen. Sebald hielt sich nämlich in den 20 Jahren zwischen 1990 und 2010 regelmäßig in Lomé, der Hauptstadt Togos, auf. Er befasste sich dort im Nationalarchiv mit der Transkription der Kolonialakten und engagierte sich zugleich als Lehrer an der dortigen Universität.

Es ist nicht übertrieben, das aktuelle Buch als die Summe der Forschungen von Sebald zu bezeichnen. In deutlich knapper Form, unter Verzicht auf unendlich viele Fußnoten und mit der klar erkennbaren Intention, jedem einzelnen Kapitel ein Resümee und damit eine klare Botschaft zu geben, werden hier die zentralen Ergebnisse seiner jahrzehntelangen Forschung präsentiert. Sorgfältig im Detail, innovativ in den Methoden und dezidiert in der Aussage, so könnte man die Qualitäten dieses Werkes in knappster Form umreißen.

Zur Sorgfalt im Detail gehört die Auffächerung der historischen Entwicklung in dem genannten Zeitraum. Das gilt nicht nur für die zeitlichen Phasen der Inbesitznahme der Verwaltung und der Beherrschung, sondern auch in unterschiedlichen Domänen der gesellschaftlichen Entwicklung. Dazu gehören etwa ökonomische Aktivitäten, also der Handel und die Landwirtschaft. Dazu gehören weiterhin die Infrastruktur, das Bildungswesen und die verschiedenen Formen des Widerstands durch die Bevölkerung der Kolonie.

Die Innovation in der Methode in diesem Buch besteht im systematischen Vergleich der Befunde aus der Kolonie Togo mit den gesellschaftlichen Zuständen in den benachbarten Kolonien Gold Coast und Benin. Sebald kann an zahlreichen Beispielen nachweisen, z. B. im Feldbau, aber auch in der Politik der infrastrukturellen Erschließung des Landes, dass deutsche Kolonialverwalter sich vielfach nicht nach den geografisch und ökonomisch gegebenen Prioritäten richteten. Vielmehr waren Weisungen aus Berlin oder abstrakte Richtlinien oftmals wichtiger als die vor Ort erkennbaren Rahmenbedingungen. Der Einsturz der Landungsbrücke vor Lomé ist nur ein Beispiel einer solchen nicht angepassten Handlungsweise. Wären die kolonialen Verwalter bereit gewesen, die bereits entwickelten Praktiken und die erprobten Techniken aus dem Nachbarkolonien auch in Togo einzusetzen, so wäre ihnen mancher Rückschlag erspart geblieben. Der Vergleich mit den Nachbarkolonien ist für Sebald ein methodischer Aspekt. Er erscheint dem Rezensenten als ein innovatives und hoch effizientes Instrument für eine faire Beurteilung der Entwicklung der Kolonie Togo in jener Zeit.

Dezidierte Aussagen des Autors über die Mängel in der Verwaltung der Kolonie lassen sich besonders gut im Hinblick auf die Aktivitäten der Missionen in Togo erkennen. Dass es hier unterschiedliche Prioritäten gab, und dass manche Idee der Mission durch staatliches Handeln behindert oder gar unterbunden wurde, wird von Sebald deutlich herausgestellt. Die Aussage des Buches ist eindeutig: Ja, es hätte Alternativen gegeben zu dem, was in der deutschen Kolonie an Entwicklungsmaßnahmen vorgegeben und durchgesetzt wurde. Diese Alternativen wurden in benachbarten Kolonien praktiziert, wenigstens zum Teil (im Bildungswesen) wurden sie von den Missionaren, die eine andere Sicht auf das Verhältnis der verschiedenen Bevölkerungsgruppen hatten, als wünschens-